

STANLEY HOFFMANN

Le consensus américain

Tout observateur de la communauté politique américaine ne peut manquer d'être frappé par deux faits contradictoires. Le premier, c'est l'absence de toute contestation durable et ample du « système ». Les contestataires — on l'a bien vu depuis dix ans — sont soit dispersés soit récupérés. Il y a, certes, des querelles et des clivages, ou bien entre les deux grands partis, ou bien au sein de chacun d'eux, mais — si on laisse de côté le problème racial — ces divisions ne mettent pas en cause la nature du régime économique ou politique. Mon collègue Louis Hartz (1) a, comparant les Etats-Unis à l'Europe, décrit ceux-là comme l'expression d'un « consensus lockien », c'est-à-dire comme un pays où les valeurs libérales de Locke (et de la Déclaration d'Indépendance et du *Bill of Rights*) n'ont jamais eu à se défendre contre les attaques d'une extrême-droite réactionnaire liée au régime et aux conceptions féodales, ni contre le défi d'une extrême-gauche récusant le capitalisme et les libertés formelles. Le second phénomène, c'est l'extraordinaire pourcentage des abstentions, tant aux élections nationales qu'au niveau des Etats ou des municipalités.

Et pourtant il n'y a pas vraiment contradiction. Le consensus existe ; mais c'est avant tout un consensus autour d'une certaine société. Deux cent deux ans après leur naissance en tant qu'Etat souverain, les Etats-Unis continuent à ne pouvoir être compris que comme une contre-Europe. Charles de Gaulle parlait de l'Amérique comme de la fille de l'Europe ; mais c'est une fille rebelle. Ce pays qu'on dit sans histoire ne se comprend que par l'histoire — tant reste

(1) *The Liberal Tradition in America*, New York, 1955.

puissant le mythe des origines. Ce pays s'est constitué par des vagues de réfugiés, fuyant l'Europe pour échapper aux persécutions ou à la misère, et tous pionniers à des titres divers (d'où la brutalité envers les indigènes, ou les esclaves). D'où aussi l'image et la réalité d'un pays toujours en train de se faire : l'héritage n'est pas un acquis, c'est la création permanente avec la terre promise. Les deux révolutions se sont faites contre l'Europe : celle du XVIII^e siècle, contre la domination anglaise, fut une guerre de libération, non un bouleversement social ; et la guerre de Sécession fut non pas une guerre pour la libération des Noirs mais une lutte contre le maintien, dans le Sud, d'un ordre social sur le modèle européen.

Les traits fondamentaux de cette société restent les suivants. D'abord, un rapport à l'espace qui prime l'initiative individuelle : notion certes honorée en France, mais en fait fort différente ici, où elle est empreinte d'une sorte de darwinisme, et de mépris pour l'enracinement ; elle exige la mobilité, condition préalable du développement national et du bien-être personnel (deux facteurs entre lesquels l'harmonie est censée préexister). Ensuite, le refus de la conscience de classe : certes, les classes existent, si l'on se réfère aux niveaux de revenus ou à la hiérarchie des occupations, mais si l'on prend comme critères la conscience de sa propre identité ou la volonté de distanciation, tout change. Car les rapports entre individus, même séparés par les barrières des occupations et des revenus, ou même au sein des grandes organisations hiérarchico-bureaucratico-techniques, sont des rapports fonctionnels, fondés sur l'idée de l'égalité des personnes : immense simplification des rapports humains, qui contribue à l'efficacité économique (mais, pas si paradoxalement, tend aussi à éliminer toute exigence d'autogestion ou de participation — voyez les revendications des syndicats — dans la mesure même où de telles demandes sont un phénomène de compensation là où les mœurs ne sont pas démocratiques). Il y a certes, des élites, mais elles ne peuvent rester figées et devenir des castes : la décentralisation est trop forte, l'exigence de renouvellement aussi, et il leur faut justifier leur existence par leurs résultats.

Enfin le rapport à la politique est fort spécial. D'une part, il se caractérise par le refus de l'idéologie explicite — d'autant plus net que l'idéologie implicite, celle dont parlait Hartz, imprègne et littéralement constitue tout le système. L'idéologie explicite est considérée comme l'expression de cette société de classes qu'on rejette, et comme un facteur d'affaiblissement : les réformistes doivent se présenter comme faisant partie du consensus et comme mieux capables que les conservateurs de faire prospérer la société ou triompher la puissance

du pays (la carrière de feu Hubert Humphrey est exemplaire sur ce point). D'autre part, le « sens de l'Etat » tel qu'on l'entend souvent du côté européen de l'Atlantique, l'idée hégélienne en Allemagne, ou, en France, jacobine et gaulliste (si puissante même à gauche — et je ne me réfère pas à la gauche totalitaire) de l'Etat-matrice, à la fois formateur et garant de l'intérêt national, donc supérieur par essence aux intérêts particuliers : ces notions n'ont pas cours ici. L'Etat n'est pas l'armature de la société, il en est le serviteur ; c'est une collection de services publics, non un Léviathan ou une mystique. Les intérêts particuliers sont légitimes : d'où la floraison d'associations volontaires ; et il est légitime qu'elles fassent pression sur l'Etat fédéral, sur les Etats, sur les municipalités. Ce n'est que par la politique étrangère, c'est-à-dire dans un domaine où l'interlocuteur de l'Etat n'est pas la société, mais d'autres Etats, que le pouvoir fédéral a pu, depuis trente ans, se donner des allures de Léviathan. Mais quand il a paru vouloir introduire de telles pratiques dans son comportement intérieur, il y a eu Watergate...

On comprend ainsi pourquoi les affrontements politiques semblent opposer ceux qui, tout en respectant le mythe (au sens sorélien — non au sens de mensonge) de la libre entreprise, voudraient que l'Etat corrige les injustices et les déficiences qu'engendre ce mélange de concurrence agressive et de monopoles géants qu'est l'économie américaine, et ceux qui, tout en reconnaissant l'importance du rôle de l'Etat en tant que roue de secours ou bouée de sauvetage, mettent l'accent sur la libre entreprise : entre les deux camps, il y a plutôt des différences d'accent que des « projets de société » en bataille ! On comprend aussi le rôle que joue la sacro-sainte Constitution : c'est à elle que prêtent serment ceux qui deviennent Américains, dans la mesure où elle décrit à la fois les procédures et institutions qui font de la société américaine une communauté politique, et les principes sur lesquels reposent tant celle-ci que la société. Mais si, dans l'intégration politique des citoyens, l'école joue aux Etats-Unis un rôle comparable à celui de l'école publique sous la III^e République, on y apprend non point une culture — ce n'est pas elle qui sert à la fois d'aimant et de ciment — mais une manière de se comporter en groupe, et un certain pragmatisme pour l'action.

On comprend enfin pourquoi le vote n'est pas aussi ardent qu'en France. Il n'a pas fallu l'arracher à des adversaires intérieurs. Les programmes des partis sont souvent interchangeable. Les Pouvoirs publics ont une compétence limitée. Et surtout l'essentiel est, en général, ailleurs : dans une société qui peut certes évoluer — la société industrielle d'aujourd'hui ne ressemble pas à celle des Pères

Fondateurs — mais qui le fait pour ainsi dire non délibérément, en réponse aux transformations de la technologie et en conséquence des initiatives individuelles et des décisions des groupes. Le pouvoir politique peut certes donner tel ou tel coup de pouce, mais la « pesanteur sociologique » n'est pas de son côté. Et lorsque ce coup de pouce se révèle puissant, c'est souvent le résultat non d'un vote mais de pressions extra-électorales, tel le mouvement noir des années 60.

Le consensus a ses côtés sombres. Il y a, d'abord, les laissés pour compte : ceux qui ne se conforment pas au schéma, ou en sont rejetés — minorités idéologiques, non-conformistes (encore que, depuis quinze ans, la tolérance envers les « styles de vie » déviants soit devenue presque... un nouveau conformisme), victimes de la libre entreprise dans un pays où l'idée que l'Etat ait des devoirs envers les pauvres, les sans-emploi, ou tous ceux qui ne peuvent se payer les services médicaux privés, rencontre toujours des résistances farouches. S'il y a une violence américaine, c'est de là qu'elle vient : non pas violence organisée, mais actes de désespoir de paumés, habitants des poches d'anomie dans un pays à l'intégration à la fois lâche et indestructible. D'où la criminalité diffuse, l'agression individuelle. (Il existe aussi des violences collectives — l'histoire du mouvement ouvrier en est plein — mais elles résultent d'affrontements sociaux, non de conflits, de décisions ou d'omissions politiques.)

Il y a, d'autre part, le problème soulevé depuis peu par la montée des revendications des Noirs (et des Indiens, et des Chicanos). Ils répudient — du moins pour le moment — le mythe de « l'enrichissement privé par le travail et par l'épargne », de la montée sociale par l'effort individuel : pour que ce mythe ait quelque rapport avec la réalité, il faut que l'individu soit, au départ, à un certain seuil au-dessous duquel la plupart des membres de ces minorités se trouvent encore. Aussi réclament-elles, en quelque sorte, des exceptions à la règle un effort de promotion collective, des quotas ou des systèmes d'admission privilégiée aux écoles ou aux emplois. Les gardiens du Temple répliquent que les Juifs, les Irlandais, les Italiens sont parvenus à déloger les vieilles élites « WASP » (White Anglo-Saxon Protestant) par l'effort individuel ; pourquoi changer les règles du jeu (2) ? Les porte-parole des minorités répondent que celles-ci n'ont jamais été admises à ce jeu, et qu'il se déroule de façon à les

(2) Souvent, les gardiens réagissent exactement de la même façon aux revendications des pays du Tiers Monde. Même un esprit aussi subtil que George Kennan se demande, dans son dernier livre, pourquoi les Africains ne parviennent pas à transformer la pauvreté en richesse comme l'ont fait ses ancêtres européens arrivés dans un Wisconsin aride et désert.

défavoriser en permanence (le chômage des Noirs reste beaucoup plus important que celui des Blancs).

Et pourtant, deux choses restent frappantes. La première, c'est que la revendication actuelle ne met pas vraiment le système en cause : il s'agit de mettre les Noirs ou les Chicanos, par des exceptions aux règles, en état de les pratiquer. Ce sont des entorses temporaires qui sont réclamées : on est loin des tentatives, ratées, de violence collective d'il y a dix ans. La seconde, c'est la solidité du consensus. Watergate a signifié un retour aux principes constitutionnels. L'élection de Jimmy Carter a signifié un retour aux valeurs fondamentales, religieuses et idéalistes. La récession qui a commencé en 1973, et qui n'a pas pris fin, n'a pas plus ébranlé le système que la grande crise de 1929, et a bien moins modifié les attitudes envers l'Etat, qui s'était vu alors, grâce au *New Deal*, confier des responsabilités nouvelles. On peut ne pas aimer toutes les conséquences — intellectuelles et sociales — de ce consensus. On peut, souvent à bon droit, montrer à quel point il est le produit d'une puissante manipulation : par les entreprises, les médias, la publicité, etc. Mais la manipulation n'explique pas tout, et ne réussirait pas si le terrain ne s'y prêtait pas si bien. Et surtout, avant de critiquer, il faut comprendre.